



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE CENTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE YAOUNDE

Avril 2021

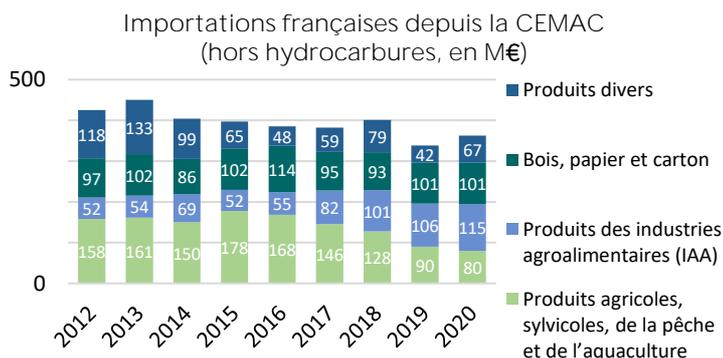
Zoom sur les échanges commerciaux avec la CEMAC en 2020

Les exportations françaises vers les pays de la CEMAC se sont réduites de 6,6 %, à 1 324 M€ en 2020. Si elles s'affichent en baisse depuis 9 ans, on peut toutefois noter une certaine stabilisation de la baisse des exportations depuis les trois dernières années : la diminution ayant été beaucoup plus forte pendant la crise entre 2014 et 2017 (- 35 %) qu'entre 2017 et 2020 (-8 %), ce qui se traduit par une stabilisation des parts de marchés depuis 2017. Les importations françaises depuis les pays de la CEMAC ont en revanche fortement augmenté en 2020 (+41,7 % à 670 M EUR), en raison de la hausse des achats d'hydrocarbures (308 M€), notamment en provenance du Tchad. Hors achats d'hydrocarbures, qui subissent des variations importantes d'une année sur l'autre, les importations atteignent 363 M EUR, également orientées à la hausse (+7,3 %), après un retrait en 2019. Le ralentissement des importations de produits agricoles (- 9 M EUR à 79,9 M EUR) a été compensé par l'augmentation des importations de produits des industries agroalimentaires (+9,2 M EUR à 114,8 M EUR). On observe ainsi, depuis plusieurs années, une transformation croissante des importations des produits, qui illustre la mise en place progressive de filières de transformation, principalement dans le secteur du cacao au Cameroun. Les importations de bois, papier et carton affichent de leur côté une stabilité, à 101 M EUR, les évolutions baissières au Cameroun (- 3 M EUR) et au Congo (- 3 M EUR), ayant été compensées par la hausse des importations en provenance du Gabon (+ 6 M EUR), qui peut s'expliquer par les bonnes performances de la Zone économique spéciale (ZES) de Nkok.

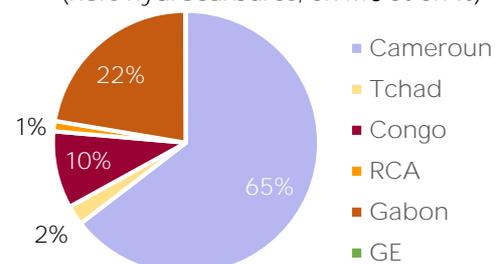
LE CHIFFRE À RETENIR

1,3 Md€

d'exportations françaises
vers la CEMAC



Importations françaises depuis la CEMAC
(hors hydrocarbures, en M€ et en %)



CEMAC

Les chefs d'entreprise anticipent une stagnation de l'activité économique dans la sous-région CEMAC au 2ème trimestre 2021

D'après les résultats de [l'enquête de conjoncture](#) réalisée par les services de la BEAC, les chefs d'entreprises de la sous-région anticiperaient une stagnation de l'activité économique au 2ème trimestre 2021. L'activité devrait toutefois être plus vigoureuse qu'au 2ème trimestre 2020 grâce à une amélioration sensible dans le secteur primaire et le secteur secondaire. La dégradation de la situation sanitaire au premier trimestre 2021, qui entraînerait un renforcement des mesures de restriction socioéconomiques serait la principale raison de la morosité de l'activité attendue dans la sous-région au cours du deuxième trimestre 2021.

Cameroun

Signature d'un accord de partenariat économique post-Brexit avec le Royaume-Uni

Les représentants du Cameroun et du Royaume-Uni ont procédé le 9 mars 2021 à Londres à la signature de l'accord régissant la continuité des relations commerciales entre les deux pays. Ainsi, malgré le Brexit, le Cameroun devrait pouvoir continuer à bénéficier, comme dans le cadre précédent de l'accord de partenariat économique (APE) d'un accès préférentiel de ses produits sur le marché britannique. En 2019, les échanges entre le Cameroun et le Royaume-Uni s'élevaient à 145 Mds FCFA, soit 2,3 % du total des échanges du pays. Le Cameroun y exportait principalement des matières premières et des produits de rente (pétrole, banane, cacao, bois, etc.). Ses achats concernaient des produits

manufacturés dont des machines, des appareils mécaniques et électriques, des véhicules produits pharmaceutiques.

Préparation de l'éligibilité au guichet PRA de la Banque Mondiale

Le ministre en charge de l'économie, Alamine Ousmane Mey, a procédé le 23 février 2021 au lancement des consultations en vue de préparer l'éligibilité du Cameroun au nouveau guichet « Allocation pour la Prévention et la Résilience » (PRA) de la Banque mondiale. Ces consultations s'inscrivent dans le cadre de l'élaboration d'un plan d'action gouvernemental participatif de résolution des conflits existants et de prévention des risques de conflit ou de violence dans le pays. L'éligibilité du Cameroun à ce guichet destiné aux pays où il existe un risque d'escalade dans la fragilité ou vers un conflit de haute intensité, lui permettrait d'avoir accès à une enveloppe supplémentaire pouvant atteindre jusqu'à 669 M USD (361 Mds FCFA), en plus des financements déjà accessibles au guichet de la Banque Mondiale. Les régions qui pourraient être concernées seraient celles qui sont marquées par un contexte sécuritaire compliqué depuis quelques années, que cela soit par les tensions liées aux attaques de la secte Boko Haram dans l'Extrême-Nord, la crise socio-politique dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest, ou l'afflux de réfugiés centrafricains dans la région de l'Est.

La souscription d'un nouvel Eurobond est envisagé en 2021

Le chef de l'Etat a autorisé le lancement de cette opération le 24 mars 2021. Le pays tentera de mobiliser auprès des investisseurs internationaux la somme de 450 Mds FCFA en vue du refinancement du premier eurobond émis en 2015, dont les échéances de remboursement du principal sont prévues pour la période 2023-2025. Le contexte économique actuel offre la possibilité d'obtenir de meilleures conditions de

prêt sur une nouvelle émission, dont un taux d'intérêt plus faible que celui de 8,8 % payé actuellement sur cet eurobond. Le Bénin est par exemple parvenu à obtenir des taux d'intérêt relativement faibles de 4,9 % et 6,9 % sur ses deux Eurobonds émis en janvier 2021. De plus, alors que le Cameroun est classé en risque de surendettement élevé par le FMI depuis 2015, la réussite effective de l'opération pourrait permettre de ramener ce risque à un niveau « modéré ».

La Société Générale sacrée meilleure banque au Cameroun

Lors de sa 28ème édition des « Awards Best Bank », le magazine américain Global Finance, a décerné à la filiale camerounaise de Société Générale pour la 4ème fois consécutive la distinction de meilleure banque du Cameroun. Selon le magazine, au-delà de l'évaluation des notations à long terme en devises étrangères réalisée par les agences Moody's, Standard & Poor's, ainsi que Fitch Ratings, ce choix tient compte, - en raison du contexte actuel marqué par la pandémie du coronavirus - de la capacité des banques à examiner de plus près la qualité du crédit et à resserrer les normes de prêt afin de contenir les prêts non performants dans les secteurs durement touchés. La Société Générale avait également reçu récemment la distinction de meilleur Spécialiste des Valeurs du Trésor (SVT) en 2020, décernée par le ministère des finances, en lien avec sa participation aux concertations mensuelles des SVT, aux séances d'adjudication des titres à court et à long terme ainsi qu'à l'animation du marché secondaire.

Congo

Le Congo-Brazzaville cherche à mobiliser 100 Mds FCFA sur le marché financier sous-régional

L'emprunt obligataire dénommé « [EOCG 6,25% NET 2021-2026](#) », dont la période de souscription

initialement prévue du 12 au 20 mars 2021 a été **prolongée jusqu'au 21 avril, vise à mobiliser 100 Mds FCFA** sur le marché financier sous-régional. Les fonds levés - à un taux d'intérêt net de 6,25 % pour une maturité de cinq ans avec un différé de deux ans - devant être affectés aux projets ayant vocation à contribuer au développement socioéconomique du pays, ainsi qu'à l'apurement partiel de la dette intérieure après une première opération menée l'année dernière dite du Club de Brazzaville à hauteur de 300 Mds FCFA. Cette émission, dont les résultats ne sont pas encore connus, porterait à 12 le nombre de titres obligataires inscrites à la cote de la BVMAC et représenterait alors la 4^e émission depuis l'unification des deux bourses régionales en juillet 2019. Le marché obligataire de la BVMAC étant globalement moins dynamique depuis la montée en puissance du marché des titres de la BEAC, qui totalisait de son côté plus de 3 000 Mds FCFA d'encours à fin novembre 2020.

Total Congo va investir dans la réserve de Léfini

Total EP Congo et son partenaire Forest neutral Congo, ont signé le 12 mars à Brazzaville, un accord avec le ministère de l'Économie forestière pour la plantation de puits de carbone dans la réserve de Léfini, dans le département des Plateaux. Ce projet avait fait l'objet d'un contrat de concession de 70 000 ha signé en novembre 2020 entre le ministère de tutelle et la société Forest neutral Congo. Le groupe pétrolier français intervient au travers de sa filiale Total nature based solutions. Le projet devrait démarrer en novembre prochain.

La restructuration du BCBTP confiée à Nextroad

Le gouvernement congolais et la société française d'ingénierie Nextroad ont signé en décembre 2020 un protocole d'accord portant restructuration du Bureau de contrôle du bâtiment et des travaux publics du Congo-Brazzaville (BCBTP). La mission assignée à la

société Nextroad, spécialisée dans l'ingénierie des infrastructures, sera d'aider le BCBTP à jouer son rôle de contrôleur des travaux publics. Nextroad attend que le gouvernement congolais définisse et sécurise sa feuille de route qui consisterait notamment à transformer le BCBTP en une société anonyme, régie par le droit Ohada et dotée d'un conseil d'administration.

Gabon

Le gouvernement met en place sa stratégie gazière

Considérée comme un moteur essentiel de la croissance dans le Plan d'accélération de la transformation 2021-2023 (PAT), cette stratégie, présentée au siège de l'ANPI (Agence Nationale de la Promotion des Investissements) le 24 mars, vise la réduction de 25 % des importations de butane à l'horizon 2022 et la liquéfaction de 70 000 m³ de gaz torché. L'exploitation des actifs gaziers demeure marginale en dépit de l'importance des réserves (plus de 28,3 Mds de m³), et ce plan a pour objectif de favoriser l'exportation et le développement de la ressource gazière, entre autres par l'élaboration d'un cadre réglementaire spécifique et l'approfondissement de la cartographie en eaux profondes.

L'agence de notation Fitch estime que le Gabon aurait besoin d'un nouveau programme du FMI

Dans [une note publiée le 17 février](#), l'agence de notation financière Fitch Ratings estime que l'absence prolongée d'un nouveau programme du FMI augmenterait les risques pour la capacité du Gabon à rembourser sa dette en temps opportun. La note « CCC » attribuée au pays en avril 2020 a été maintenue afin de refléter la dégradation des finances publiques, ayant résulté de la baisse des recettes pétrolières et la hausse des dépenses courantes dans le cadre de la riposte contre le Covid-19. Selon l'agence de notation, le Gabon est confronté à des risques de

liquidité à court terme et la viabilité de sa dette s'étant détériorée, cela augmenterait les risques à moyen terme. Ces risques ne pourraient être réduits que grâce à l'obtention d'un financement en temps opportun et la poursuite de l'assainissement budgétaire. Les besoins de financement devraient pour les exercices 2021 et 2022 s'élever à près de 10 % du PIB alors que le niveau d'endettement du Gabon se situe déjà à 6 428 Mds FCFA (l'encours de la dette conventionnée étant de 5 907 Mds FCFA et celui de la dette non conventionnée de 521 Mds FCFA), soit près de 78 % du PIB du pays, dépassant ainsi le seuil communautaire de 70 % fixé dans le cadre des critères de convergence de la CEMAC.

La Zone économique spéciale de Nkok au Gabon a enregistré de bonnes performances en 2020

Malgré la situation sanitaire, la Zone économique spéciale (ZES) de Nkok a enregistré de bonnes performances en 2020. 775 000 m³ de bois y ont en effet été transformés soit une augmentation de 10,7 % par rapport à l'année précédente. Créée en 2012 afin d'attirer les investisseurs étrangers, la ZES de Nkok joue un rôle central dans la politique de diversification de l'économie gabonaise, qui prône notamment l'ambition de devenir d'ici 2023 le premier pays producteur de bois tropical transformé.

Comilog ambitionne d'atteindre une production de 7 M de tonnes de manganèse en 2021

La Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog), filiale gabonaise du groupe métallurgique français Eramet, a réceptionné récemment 85 tonnes de matériel industriel. Destiné à la mine de Bangombé, ce matériel industriel devrait notamment permettre de soutenir l'augmentation de sa production dont l'ambition est fixée à 7 M de tonnes pour l'année 2021. L'objectif ainsi affirmé de la Comilog est de

conserver sa place de premier producteur mondial de manganèse et de rester compétitive dans un marché toujours plus concurrentiel.

RDC

La RDC évite la récession en 2020 selon la Banque centrale du Congo

Alors que le FMI prévoyait une récession de 2,2 % en raison des conséquences attendues de la crise Covid-19, la RDC aurait maintenu une croissance de 0,8 % selon la Banque centrale. Grâce aux revenus du secteur extractif, notamment du secteur minier, la RDC aurait ainsi mieux résisté que prévu aux chocs économiques liés à la pandémie Covid-19. Celle-ci n'aurait pas eu d'impact sur la production de minerais, même si les exportations ont, quant à elles, chuté en valeur de 15 à 20 %. En 2021, la croissance devrait se situer à 3,5 % selon la BCC.

En lançant l'Entreprise générale du cobalt (EGC), la RDC affirme sa volonté de contrôler les prix du cobalt à l'international

L'EGC, filiale de la Gécamines, a été lancée le 31 mars 2021, et vise à assainir la filière et à structurer le marché du cobalt artisanal dans ce pays premier producteur mondial de ce minerai

indispensable à la fabrication des batteries rechargeables (plus de 60% de la production mondiale). L'ECG, entreprise d'Etat, détient le monopole pour l'achat, la transformation, la vente et l'exportation de cobalt extrait par des mineurs artisanaux en RDC. Au regard d'une demande qui devrait doubler d'ici 2030, le pays veut se positionner à l'international et être celui qui impose le prix du marché. L'objectif recherché est d'éviter que le cobalt artisanal, dont la production est évaluée à 20 % de tout le cobalt produit en RDC, acheté à bas prix, n'inonde le marché et fasse chuter les prix, comme cela a été le cas en 2018.

NOS DERNIÈRES PUBLICATIONS

- [Lettre d'Afrique centrale n°20](#)
- [Les échanges commerciaux entre la France et la CEMAC en 2020](#)

Pour retrouver l'ensemble des publications sur les chiffres du commerce extérieur bilatéral en 2020, rendez-vous sur les [pages pays](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :
Rédacteurs :

Pour s'abonner :

• Service économique régional de Yaoundé
• Service économique régional de Yaoundé,
Services économiques de Libreville, de Brazzaville,
de Kinshasa, et correspondants
Yaounde@dgtrésor.gouv.fr